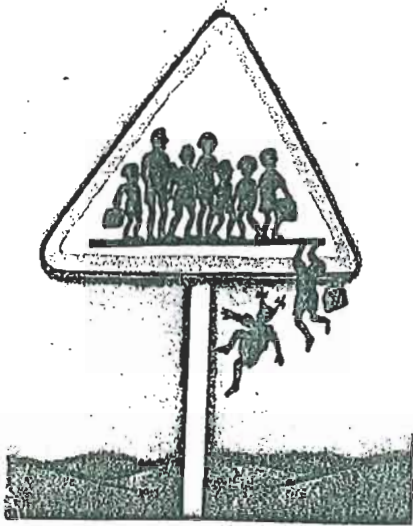


unef INFORM

Bulletin intérieur de l'Union Nationale des Etudiants de France
72 rue de Clichy - 75009 Paris - 16 (1) 42.81.33;11



SOMMAIRE

- p 1 EDITORIAL
- p2/3 INSCRIPTIONS 87'
- P4/5 72 e CONGRES UNEF:
le Débat.
- p6 INTER : NICARAGUA ..
- p7 AIDE SOCIALE:
En passant par POITIERS.
- p8 DERNIERES ...

É
D
I
T
O

Ça y est, la vague des inscriptions de juillet est passée.

Devastatrice pour de nombreux bacheliers, qui ont été mis en attente, sur le bas-côté de la route de l'Université.

Amère pour bien d'autres, qui ont dû s'inscrire dans la filière et la fac où il restait encore de la place.

Rares sont ceux qui ont pu exaucer leur vœux de départ dans ce grand rush des inscriptions 87, qui s'est vite transformé en galère.

Il faut dire que tout y est passé : présélection arbitraire; système RAVEL; course à l'autobus; reprise des bacs antérieurs et hors académie, pour organiser le tri des bacheliers.

Dans ces conditions, beaucoup se sont dit : "Pas la peine d'insister", et ont renoncé à s'inscrire.

Le triste record de la baisse des étudiants de la première année de DEUG risque d'être pulvérisé.

Cela ne s'était pas vu depuis un quart de siècle !

Et l'objectif de deux millions d'étudiants tant proclamé partout ? Quelle gageure ?

IL EST TEMPS DE METTRE UN TERME A CE SYSTEME DE LOTERIE !

Le premier des droits de chaque bachelier est de s'inscrire dans la filière et l'Université de son choix. Il faut le faire respecter.

C'est pour cela que l'UNEF a mené de fortes luttes avec tous les bacheliers durant tout ce mois de juillet. C'est pour cela, et pour défendre tes droits d'étudiant, dès la rentrée, que tu as décidé d'adhérer à l'UNEF de ton UFR.

Permetts moi de t'en féliciter. C'est un atout capital pour intervenir sur tous les aspects de ta vie d'étudiant.

Déjà l'action a commencé à payer : des centaines de dossiers d'inscription ont été obtenus.

Je t'invite à poursuivre cette expérience avec ton association UNEF, sur tous les problèmes qui se poseront dès la rentrée.

Cet hiver, nous avons eu la force de rejeter le projet DEVAQUET.

A nous d'imposer nos revendications maintenant.

Bonnes vacances, et bonne année universitaire.

Xavier AKNINE
Président de l'UNEF

Communiqué
à la Presse



Paris, le 21 juillet 1987

A la suite de l'Assemblée Générale des bacheliers non-inscrits, réunie vendredi 17 à Tolbiac, à l'initiative de l'UNEF, un rassemblement devant le Rectorat a eu lieu le mardi 21, pour exiger l'inscription de tous les bacheliers dans la faculté et la filière de leur choix.

Une délégation composée de bacheliers et de représentants UNEF a été reçue par Mr MOREL, secrétaire Général du Rectorat. Elle a souligné le fait que plusieurs centaines d'entre eux, n'ont pas réussi à ce jour à s'inscrire.

Les filières où les problèmes sont les plus aigus sont : - Droit, A.E.S., Culture et Communication.

Le Rectorat s'est engagé à tout faire pour inscrire tous les bacheliers dans la filière de leur choix, en tenant compte de la proximité géographique pour l'affectation dans une université.

Lors de cette entrevue, nous avons également souligné les faits suivants : les problèmes d'inscription sont apparemment moins sensibles que les années précédentes, le nombre d'étudiants non-inscrits est inférieur à celui de l'an dernier.

Toutefois, il est clair que les ambiguïtés du Projet RAVEL, le battage médiatique fait autour des difficultés d'inscription en faculté, les capacités d'accueil trop rapidement atteintes dans certaines universités, le manque d'information sur les filières encore ouvertes, ont conduit de nombreux étudiants à choisir une autre orientation que celle souhaitée à l'origine (autre filière, B.T.S. ...) ou abandonner.

Cette situation risque d'engendrer pour l'année 87/88, une nouvelle baisse du nombre d'étudiants inscrits en 1ère année de DEUG, alors même que la nécessité d'atteindre les 2 millions d'étudiants est affirmée par tous.

Pour atteindre un tel objectif, la nécessité du réinvestissement de l'Etat dans l'enseignement supérieur est réelle.

Un nouveau rassemblement est organisé au Rectorat, vendredi 24 juillet, à 16 heures 30, pour exiger une réponse définitive, sur le cas de tous les bacheliers en attente.

L'UNEF appelle tous les étudiants, enseignants et parents d'élèves, à soutenir et à participer à ce rassemblement.

Dans les facs parisiennes, à Poitiers, Toulouse, Rennes, Aix, ... les chaînes d'inscription de juillet se sont tenues.

Dans toutes les universités de province, les mois de septembre et octobre verront de nouvelles chaînes se tenir. De nouvelles injustices, mais aussi de nouveaux étudiants qui vont nous rejoindre.

Enfin, partout, lors des amphes de rentrée, nous pourrons faire un bilan. Droits d'inscription exagérés, suppléments illégaux par filière, refus d'exonération, T.D. inexistant ou surchargés...

Le désengagement de l'Etat, nombre d'étudiants adaptés au budget, et non un budget adapté aux besoins modernes : besoin pour les jeunes d'être qualifiés, compétents, besoin pour les études, les écoles, l'industrie, les services, la population de professionnels capables.

Les boîtes privées ne peuvent suppléer à l'Université ! Leur prolifération favorise en revanche la sélection sociale, elle démontre les insuffisances de l'Enseignement Supérieur Public.

Il faut du fric pour la fac.

Du 27 au 29 mars, les Etats Généraux ont fait cette analyse contre la loi du fric, contre le désengagement de l'Etat, contre l'absence de démocratie qui favorise ce processus, contre le sexisme, le racisme, la mauvaise qualité des formations, ils ont dressé un réquisitoire brûlant.

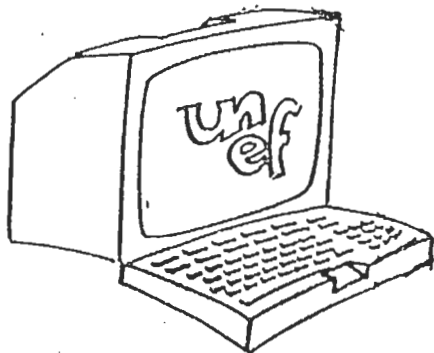
Mais les 1500 délégués ont aussi multiplié les propositions : pour étudier mieux, pour un métier où pour se cultiver, pour les enfants d'ouvriers comme pour les autres.

Ces travaux comme d'ailleurs les brochures du Centre de Documentation de l'UNEF, il s'agit qu'ils vivent. La brochure de Etats Généraux, (120 pages) est disponible au B.N.

Dès la rentrée, nous devons populariser le travail fait, et réunir dans nos associations d'UER et d'UFR, le plus grand nombre de nouveaux étudiants pour débattre des propositions des Etats Généraux, et gagner auprès des directions d'UFR et d'Universités, de meilleures conditions d'études... faire la preuve par l'UNEF du réengagement de l'Etat dans l'Enseignement Supérieur.

Frédéric GEISSMANN

36-15 UNEF



l'information
instantanée

INFO NATIONALES / INFO REGIONALES

LOGEMENT/INSCRIPTIONS.....



EN DIRECT AVEC ANNE LA BACHELIERE

15 Juillet, Tolbiac, Paris I..

Les dossiers d'inscription ayant été distribués, la limite des capacités d'accueil atteinte, le budget universitaire diminué, la loi selon laquelle tout bachelier pouvait avoir accès "à l'université et à la filière de son choix" bafouée, il ne me restait plus qu'à m'inscrire sur une de ces interminables listes d'attente du Rectorat, ou à m'engager dans une des matières restantes, à savoir Géographie ou Histoire de l'Art, afin d'avoir tout au moins une inscription, quitte à perdre une année en fac. Et c'est là ce qu'ont fait beaucoup de bacheliers, espérant ainsi pouvoir s'inscrire l'an prochain dans la filière de leur choix.

Bien sûr, je ne fais pas partie des inscrits de la première heure, de ceux dont la presse a glorifié le courage et la patience face à ce parcours combattant que représente aujourd'hui l'inscription en fac. Non, j'appartiens à ceux et à celles qui ont eu à passer le "rattrapage" et qui, par la même occasion, se sont vu fermer les portes de l'enseignement supérieur, du fait que les dates des oraux du second groupe, correspondaient jour pour jour à celles des inscriptions..

C'est donc sans grand espoir que bon nombre d'entre nous se sont dirigés vers les universités afin de s'inscrire sur une de ces fiches vertes du Rectorat, susceptibles de nous envoyer à Amiens avec une inscription en Géographie, bien que nous aurions préféré le Droit à la Sorbonne.

Fiche du Rectorat en main, je m'autorisais un dernier recours en m'adressant à des étudiants membres de l'UNEF qui assuraient une permanence à Tolbiac. Ils m'apprirent qu'une Assemblée Générale se tiendrait à midi dans un amphi.

De cette A.G. s'est formée une délégation de bacheliers non-inscrits, avec à sa tête les étudiants de l'UNEF. Nous nous sommes ainsi rendus en cortège jusqu'à la loge présidentielle de la Sorbonne, qui cependant, se révéla vide, Mr le Président étant en vacances à Nice et n'ayant laissé pour toute coordonnées que le numéro d'une boîte de nuit.

C'est donc à l'un de ses ministrions que nous avons dû adresser notre requête, à savoir l'obtention de quelques 30 dossiers supplémentaires. Ce n'est qu'après 3 ou 4 heures d'attente dans les couloirs que nous avons remporté la manche.

L'impression qui se dégage de cette démarche auprès de la direction de la Sorbonne est que les dirigeants universitaires n'ont aucune considération, et ne semblent attacher que peu d'importance aux difficultés que rencontrent les étudiants : discrimination sociale, scolaire ou raciale.

Ce ne fut en vérité qu'un vaste marchandage qu'il a fallu, hélas, renouveler le mardi 21 juillet; lors d'un rassemblement face au Rectorat, afin de tenter de débloquer d'autres dossiers, car ils sont encore des centaines dans une attente inquiétante.

Anne CANTREL
1ère Année de Droit !

HISTORIQUE DES INSCRIPTIONS

Avril-Mai : L'opération RAVEL se met en place. Il s'agit en théorie d'un simple sondage auprès des lycéens pour connaître leurs vœux d'inscription.
- A PARIS VI : Le Président de l'université instaure la sélection par Minitel Interposé.

Lundi 6 juillet : L'inscription des bacheliers fait la UNE de tous les journaux. Le battage audio-visuel sur la course aux inscriptions commence...

Mardi 7 juillet : Toutes les universités, sauf PARIS I ouvrent leurs portes. Les premières queues se forment. Scandale !! Les étudiants apprennent que l'opération RAVEL s'est transformée en machine à sélection. Ainsi, l'université de PARIS II a bloqué, avant le 7 juillet, sa liste des inscrits.

Mercredi 8 juillet : PARIS I ouvre ses portes, dès 10 heures, il n'y a plus de place en Arts Plastiques (Culture et Communication), Droit, A.E.S.. Les étudiants s'organisent avec l'UNEF. Et après 7 heures d'occupation, les 26 étudiants peuvent s'inscrire en Arts Plastiques.
A PARIS III, on lutte et on gagne l'inscription de tous les bacheliers en L.E.A., même ceux qui n'avaient pas de fiche RAVEL.
A PARIS VIII, après une délégation à la Présidence conduite par l'UNEF, les bacheliers hors académie peuvent s'inscrire.

Vendredi 10 juillet : Des centaines de bacheliers ont rejoint l'UNEF sur PARIS.

- A PARIS I, une nouvelle délégation obtient 50 dossiers supplémentaires en Droit, A.E.S., Gestion, Eco.

Une A.G des étudiants d'Arts Plastiques décide l'occupation de la Présidence pour le 15 juillet.

Week-end du 14 juillet : les adhérents de l'UNEF font la fête et préparent la semaine suivante.

Mardi 15 juillet : 100 personnes (53 bacheliers, leurs parents les élus de l'UNEF) envahissent la Présidence de PARIS I, et obtiennent tous les dossiers 15 étudiants adhérents à l'UNEF!!!

Mercredi 16 juillet : La Fédération des Associations Générales de l'île de France UNEF (FAGIF), appelle à une Assemblée Générale des étudiants non inscrits à TOLBIAC, pour le vendredi 18 juillet.

Vendredi 18 juillet : L'A.G se tient à 17 heures, malgré tous les obstacles mis en place par l'Administration. Elle décide d'un rassemblement devant le Rectorat pour le Mardi 21 juillet à 11 heures. Des commissions, Presse, affiches, se mettent en place...

Mardi 21 juillet : La délégation est reçue, le Rectorat s'engage à inscrire tous les bacheliers d'île de France, Bac 87. Un nouveau rendez-vous lui est arraché pour le vendredi 24 juillet.

Vendredi 24 juillet : Après un nouveau rassemblement, plus de 600 étudiants sont inscrits. Y compris ceux qui avaient demandé Arts Plastiques.

L'UNEF a fait la démonstration que s'organiser et lutter, ça paye...

Les 19, 20, 21 et 22 novembre prochain, se tiendra à Saint-Etienne, (département de la Loire -42), le 72^e Congrès de l'UNEF.

Ce Congrès, l'année du 80^e anniversaire du syndicat, interviendra près d'un an après le mouvement de l'Automne 86, qui a vu le retrait du projet DEVAQUET.

Ce mouvement n'est pas venu tout seul. Depuis de longs mois, l'UNEF développait de multiples luttes qui, grandissant de part et d'autre, ont abouti à la grève générale. Nous n'étions pas tous seuls, nous étions plus d'un million. Depuis, qu'y a-t-il de changé ? Avec cette grande victoire, les choses sont-elles comme avant ? Qu'est-ce qui a bougé chez les étudiants ? A la fac ? Comment le gouvernement manœuvre-t-il pour imposer ses choix élitistes, ségrégatifs, arbitraires, ... Devant quel défi se trouve l'UNEF ? Avons-nous progressé ? De quel syndicat les étudiants de 87 ont-ils besoin ?...

De nombreuses questions se posent à l'UNEF. Non pas pour se remettre en cause, mais pour répondre toujours plus aux exigences d'organisation qu'ont les étudiants. Avec la préparation du 72^e Congrès, c'est un vaste débat qui est lancé dans toute l'Union Nationale. Chacun a sa part à y prendre. UNEF-Inform, conformément à la décision de la Conférence Nationale, des 11 et 12 avril, ouvre une tribune de discussion. Celle-ci est ouverte à tous les adhérents sans exclusive.

72^{ème} Congrès UNEF

CONTRIBUTIONS

Toutes ces dernières années, l'Université Française a subi des attaques multiples, qui conjuguées, ont contribué à la dégradation des conditions de vie et d'études, à la baisse de qualité des formations et à un discrédit jeté sur cette institution.

Mon propos n'est pas de rappeler l'ensemble des éléments constitutifs de la crise à l'Université, mais précisément de montrer un aspect de celle-ci, à mon sens, encore trop peu analysé : le risque d'éclatement dans la communauté universitaire la constitution d'antagonismes corporatistes entre les différentes catégories d'acteurs dans l'enseignement supérieur.

Ces dernières années, les choix budgétaires opérés, concernant les universités, ont généré des phénomènes comme la surcharge des T.D. (manque de bureaux et de profs), manque de matériel pédagogique (manque de moyens), les problèmes d'inscription des bacheliers à l'Université (comme à l'autobus, pour pouvoir choisir la filière et l'université de son choix), les suppressions importantes de personnel ATOS; Chacun à l'Université, compte tenu de cette évolution, qu'il soit étudiant, enseignant ou chercheur, a vu sa situation personnelle s'aggraver.

L'étudiant a connu les pires difficultés pour s'inscrire à l'Université, souvent pas la plus proche de chez lui, et pas dans la filière de son choix. Il se retrouve ensuite dans des T.D. surchargés, la qualité du matériel qui lui est fourni par l'université est en baisse totale. (fiches T.D. amaigries, carences graves des bibliothèques).

Le personnel enseignant ou administratif a vu sa charge de travail augmenter considérablement (correction, gestion des étudiants), puisque dans les deux cas, le nombre d'étudiants augmentait, et dans certains cas, le nombre de postes diminuait.

Face à une telle situation dans laquelle, réellement les individus voient leurs conditions d'existence s'aggraver, les réactions peuvent différer.

A PARIS X en SSA, les enseignants du SNESup constatent que la surcharge de T.D. menace la qualité de la formation des étudiants, la crédibilité du diplôme, et donne un surcroît de travail aux professeurs, ce sont, pour la plupart, des gens attachés à un système de formation efficace et ouvert à tous. Toutefois, pour eux, la solution la plus aisée, sera de proposer une réduction des capacités d'accueil de 234 places, pour garantir la qualité des formations; sans se battre pour des solutions acceptables pour tous.

Sur chaque question où la solution proposée consiste en la mise en place d'une sélection arbitraire, pour gérer la pénurie, la nécessité se fait jour d'une intervention qui mette en relief la nécessité d'une solution de fond avec davantage de moyens concrets à l'Université (ces moyens existent, voir les autres contributions).

Déjà des luttes communes ont été menées sur les bibliothèques entre le personnel et les étudiants, pour lesquels les suppressions de poste signifient respectivement des conditions de travail qui se dégradent, et des conditions d'études plus difficiles (fermetures plus fréquentes etc...).

Le personnel administratif, quant à lui est souvent débordé, et ne peut satisfaire aux demandes et aux problèmes des étudiants, alors que des postes de personnel ATOS sont sans cesse supprimés.

Cette année, à propos des inscriptions en juillet, la première réaction des membres du personnel, quand l'UNEF exigeait l'inscription des bacheliers, suppléments, était de considérer que leurs conditions de travail s'en trouveraient aggravées.

L'ensemble de ces problèmes risque à chaque fois de faire penser que réellement les intérêts de chaque catégorie à l'Université, sont opposés. Ainsi, il est clair que la pression mise sur chaque individu et qui a son origine dans la politique universitaire suivie, placée sous le signe de l'asphyxie budgétaire, peut prédisposer chacun à des solutions du type "moins d'étudiants = moins de problèmes", - il faut sélectionner et réduire le nombre d'étudiants. Demain, nul doute qu'on dira aux étudiants "les conditions d'études sont dégradées, on manque d'argent, il faut

baisser les salaires du personnel ATOS et des profs qui sont trop payés." L'UNEF a commencé sur cette voie, en critiquant le fait que la famille du personnel avait accès gratuitement à la piscine!!!

De toute évidence, l'ampleur des attaques portées contre le service public à l'Université, doit amener la constitution de solidarités nouvelles et renforcées, entre les différentes catégories, pour garantir à tous le respect de ses droits, le droit à des études, le droit à des conditions de travail et de rémunération correctes.

A mon sens, dans bien des cas, les profs qui se laissent tenter par des solutions élitistes alors même que, théoriquement, ils seraient favorables à d'autres choix, ne sentent pas forcément chez les étudiants, la détermination et la volonté de se battre à leurs côtés, pour les faire prévaloir. La question de l'organisation des étudiants se trouve donc également posée, pour permettre de dégager des axes de lutte communs aux étudiants et aux enseignants. Chez les étudiants, l'UNEF doit travailler à devenir une force défendant le service public, sans exclusive corporatiste, soucieuse en permanence de travailler et de lutter avec les autres catégories à l'Université, dans l'intérêt de celle-ci et du pays.

C'est une attitude rassembleuse et efficace pour pouvoir défendre et changer l'Université, partout où les problèmes se posent, d'associer tous les intéressés à la lutte. Le mouvement de novembre-décembre l'a montré, la solidarité forgée dans la lutte entre les différents acteurs à l'Université, est une garantie de poids pour gagner. Sachons nous en rappeler au quotidien dans nos luttes.

Laurent COLLET
Association de Droit
PARIS X NANTERRE



LISEZ et DIFFUSEZ

LE Guide de l'Étudiant

PASSEZ VOS COMMANDES

au 72 rue de Clichy UNEF secteur PROPA
AGE ET ASSOC contacter le secteur PROPA

Individuel Ecrire à UNEF secteur propa

72 rue de clichy 75009 PARIS
en joignant 10 timbres à 2,20 f

15 PLACES POUR LE NICARAGUA JANVIER 88

L'Union des Etudiants du NICARAGUA (U.E.N.), tiendra son prochain congrès au mois d'août à MANAGUA. Lors de ce congrès, les étudiants nicaraguayens veulent affiner leurs formes d'intervention, en vue d'améliorer leurs conditions d'études, tout en prenant en compte la place que l'Enseignement Supérieur doit occuper aujourd'hui dans une société qui cherche à s'épanouir.

Il faut rappeler que le NICARAGUA, dictature jusqu'en 79, connaît depuis la révolution, une agression incessante de la part de la "Contra" (mercenaires équipés par les Etats-Unis). Des dizaines de milliers de Nicaraguayens y ont laissé la vie. Malgré cela, de 8000 étudiants en 79, le nombre d'étudiants est passé à 30 000,

INTERNATIONAL

grâce à une politique d'aide sociale sans précédent, et à la décision du gouvernement de faire de l'éducation un droit effectif par la gratuité.

Les progrès réalisés en huit ans par ce petit pays, malgré toutes les pressions dont il est victime, montrent la volonté farouche des Nicaraguayens de garder et faire respecter leur indépendance, gagnée avec tant de sacrifices.

L'UNEF peut se solidariser avec cette lutte en participant aux initiatives prévues par l'UNEN et par l'UIE (Union Internationale des Etudiants).

Ainsi, lors de la dernière rencontre entre l'UNEF et l'UNEN, nous avons réaffirmé les idées et propositions avancées lors d'un communiqué commun en novembre 86, notamment d'une brigade qui participera à la récolte du café en janvier prochain.

C'est pour cela que nous demandons à tous les candidats de s'inscrire le plus rapidement possible (d'autant que nous n'avons que 15 places pour janvier).

Prenant en compte les conditions dans lesquelles le peuple et les étudiants du NICARAGUA se battent aujourd'hui, l'aide que les étudiants de FRANCE peuvent leur apporter n'est en rien négligeable.

L'UNEF prendra toute sa place dans ce combat pour la démocratie et la souveraineté, bien au delà des simples déclarations de principe.

Ton inscription est à envoyer à :

UNEF - 72, Rue de Clichy 75009 PARIS
ou à ton A.G.E.

Nom : Fac :

Prénom : Adresse :

Téléphone :

A L'ORDRE DU JOUR du dernier Conseil d'Administration de Paris VI (Jussieu), figurait l'augmentation des droits d'inscription des formations para-médicales. Les élus Solidarité Etudiante, ont fait voter une motion, à l'unanimité, exigeant le réinvestissement de l'Etat dans ces formations, payées en grande partie par les étudiants, et leur intégration complète dans le système universitaire.

LES B.U. d'UFR du Mans, ferment par manque de crédits, et la solution apportée par la fac est d'instaurer des droits spéciaux de GOF. L'AGEM-UNEF, en Conseil d'Administration, s'est opposée à une telle mesure, et proposera à la rentrée aux étudiants d'organiser et de tenir des permanences pour qu'elles restent ouvertes.

LES DROITS D'INSCRIPTION s'envolent quand les filières d'élite se développent (MIAGE, MST, Magistères). A la rentrée, l'UGEP-UNEF (Poitiers) mènera des actions lors des inscriptions en 2ème cycle pour combattre les droits supplémentaires s'élevant de 180 à 2500 Frs.

LA COMMISSION D'ADMISSION en Cité U a rejeté plus de 1300 dossiers. Seulement 183 étudiants étrangers bénéficieront d'une chambre à la rentrée. Pour gagner la construction de la Cité U du Mirail (projet qui dort dans les placards depuis 10 ans), l'AGET UNEF de Toulouse a une lutte importante à développer.

LE CA de Paris X (Nanterre) vient de décider de supprimer 134 places en première année de DEUG A. L'AGEN-UNEF et les élus sont sur les chaînes d'inscription pour gagner avec les bacheliers, la réouverture des capacités d'accueil.

UNE PETITION de l'AGER-UNEF (Reims) exigeant la libération de Nelson MANDELA et de Pierre André ALBERTINI est signée par plus de 80 étudiant(e)s.

TOUTES LES INSCRIPTIONS sont prises jusqu'au 14 juillet. Un tri aura lieu en septembre. L'AGEO-UNEF (Orsay), obtient d'y participer : objectif "inscription de tous".

VICTOIRE le vendredi 24 juillet. Près d'un millier d'inscriptions est gagné après plus d'une semaine de luttes.

Le 7 juillet, la FAGIF-UNEF appelle à une A.G. à Tolbiac. Une cinquantaine de bacheliers résolus d'aller jusqu'au bout y répondent. Ce ne sera qu'après plusieurs rassemblements devant le Rectorat de Paris que les inscriptions seront débloquées.

Breves

LE CONSEIL d'UFR de langues de l'Université de Rennes, refusé d'élire un nouveau directeur, tant que le secrétariat de l'UFR ne sera pas recréé. Voilà une bataille que les élus de Solidarité Etudiante ont réussi à élargir.

A CENSIER (Paris III), l'administration de L.E.A. ne voulait inscrire que les étudiants qui étaient passés par le Minitel. Réaction vive des étudiants et de leurs parents, le Président, venu s'expliquer, doit céder !!!
Tout le monde est inscrit.

TOUS LES BACHELIERS hors académie Ile de France, sont acceptés dans trois filières (Art Communication et Société), à la suite d'une délégation à la Présidence de Paris VIII (Saint Denis) conduite par les élus Solidarité Etudiante.

APRES 7 HEURES passées à la Présidence de Tolbiac (Paris I), les 26 étudiants venus en délégation avec les élus de l'AGET UNEF, obtiennent leur inscription dans la filière de leur choix.

APRES UNE ASSEMBLEE GENERALE à l'appel de l'UNEF pour l'inscription de tous les bacheliers dans la filière de leur choix, 53 étudiants et leurs parents, partent en délégation à la Présidence de Tolbiac. Après 5 heures de tergiversations, avec les élus de l'UNEF ils gagnent les 53 inscriptions. Belle victoire pour le lendemain du 14 juillet.

SONDAGE chez nos syndiqués de Nanterre : 90% travaillent pendant les vacances. Résultat : seulement 3 à 5 copains pour tenir les chaînes.

POUR LA PREMIERE FOIS, à Saint Etienne, les chaînes sont tenues en juillet; on prépare dès maintenant celles de septembre. L'objectif : syndiquer les 2ème et 3ème cycles et les réchappés des cessions de septembre.

EN SC SOCIALE, une A.G. est organisée le 17 juillet par l'AGE T-UNEF. De nombreux lycéens s'étant vu refuser la délivrance d'un dossier à Toulouse I, il s'agira d'y décider les modalités d'action pour l'inscription de tous.

Le texte préparatoire du 72è Congrès, est disponible dans ton A.G.E. Demande-le au plus vite ! Les contributions doivent être envoyées à la commission du texte. UNEF 72, Rue de Clichy 75009 PARIS. Elles doivent comporter 4000 signes maximum (environ 4 pages manuscrites) et émaner d'adhérent individuel, d'association d'UFR, ou d'Association Générale. Bon travail !

en 1987,

le CROUS fut stoppé à Poitiers

En mai, le CROUS de POITIERS prend la décision de modifier le système de caution pour les chambres en Cité.

Tous les étudiants doivent fournir la caution d'un salarié en joignant un bulletin de salaire.

Cela est impossible pour beaucoup d'étudiants étrangers.

Gare aux étudiants dont les parents sont au chômage !

Une assemblée générale fut convoquée, à laquelle étaient présentes 7 associations d'étudiants étrangers, et l'UNEF, en la personne de Ludovic GAILLARD, élu au CROUS de POITIERS.

Les étudiants décidèrent de se rendre en délégation au CROUS pour refuser cette décision arbitraire et dangereuse (motivée par le fait que "beaucoup d'étudiants", puis 50, puis 17, après vérification, n'avaient pas payé leur loyer)...lequel CROUS leur opposa un refus.

A l'AG suivante, la grève des loyers fut votée à l'unanimité.

Quelques jours après, le CROUS convoque notre élu et les associations d'étudiants étrangers, il recule : les étudiants n'ayant pas la caution d'un salarié avec bulletin de salaire et tutti quanti, peuvent quand même se loger. Mais cela ne sera pas indiqué dans les plaquettes du CROUS, qui continuera de le demander.

Lors d'une nouvelle AG, les étudiants décidèrent que le CROUS n'offrait pas de garantie et que les promesses s'effiloquent au cours du temps, le CROUS ferait en deux fois ce qu'il n'avait pu faire en une!

Il décidèrent de l'envahir.

Ce n'est qu'après cette occupation, qu'enfin le directeur accepta de supprimer cette mesure, purement et simplement.

Ne nous contentons pas de demi victoires; à tous les niveaux, celui des lois comme celui de l'arbitraire d'un directeur de CROUS, si l'esprit reste, l'application ne tarde pas à venir.

La vaste campagne de grèves des loyers qui s'annonce, face à l'augmentation prévue de 20% des loyers en Cité, nécessite également que, résidents comme non-résidents, nous nous organisions efficacement pour combattre l'accroissement de la sélection sociale.

L'activité des étudiants doit être suivie, continue, pour ne pas perdre en un mois d'indifférence, les acquis d'une semaine de lutte épuisante.

Cela demande entre étudiants, entre adhérents, plus de discussions sur le pourquoi des actions : à terme, le manque de chambres, leur prix élevé, débouche sur l'acceptation de loyers chers, en H.L.M. ou en ville, comme seule solution au problème de logement.

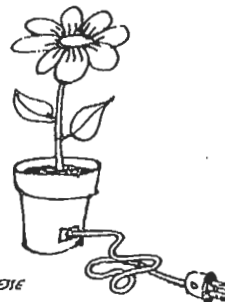
La seule solution, ça n'est pas le repli sur soi, mais l'organisation de tous, des objectifs d'action précis, des perspectives, une réflexion commune, la progression du rapport de force dans l'UNEF et la FRUF.

Que chacun puisse se loger, que la réflexion de tous puisse permettre de mettre durablement en échec les menées parfois perverses (circulaires, modifications de détail, voire simplement abstention) du CROUS pour gérer la situation actuelle.

Les réserves financières du CROUS doivent être utilisées, et CROUS par CROUS, le réengagement de l'Etat apparaîtra nécessaire à tous.

Afsaneth (Poitiers)

AIDE SOCIALE



DEBIETE

J'ADHÈRE
J'ADHÈRE

IL ADHÈRE
IL ADHÈRE

AUTOUR DE TOI

FAIS REJOINDRE

L'UNEF

DERNIERES!

Campus

DES LA RENTREE, PARIS X-NANTERRE VERRA S'INSTALLER UN RESEAU UN CABLE DE TELEVISION POUR LES ETUDIANTS :T.V. CAMPUS

Nanterre a été choisi comme site pilote pour un projet destiné à toutes les universités françaises et IUT, soit 1.350.000 étudiants pour s'inscrire ensuite au plan européen dans le cadre du projet MEDaIA de la C.E.E.. Mis en place par une poignée de jeunes, T.V.C. a pour raison d'être, la volonté de répondre aux besoins des étudiants, révélés par des statistiques et sondages divers.

Mais le besoin réel des étudiants est-il d'avoir une T.V. ou de pouvoir étudier dans de meilleures conditions, aussi bien de cours que financiers? En tout cas, les moyens techniques mis en oeuvre pour ce projet, font appel aux technologies les plus récentes alliant l'informatique, le cable, la fibre optique, le laser, le vidéo-disque, le satellite.

A partir de la rentrée (septembre 87), le Bureau National de l'UNEF déménage, En oui! Il va rejoindre ses nouveaux locaux au 52 rue PAILLERON 75019 Paris

COMPTE RENDU DU STAGE DES ELUS

Le 15 Juin dernier, s'est déroulé à Paris un stage-élus d'une journée, / les discussions n'ont pas manqué d'intérêt, les membres des différentes A.G.E représentées ont fait part de leur propre expérience en exposant les problèmes qu'ils rencontraient dans leur ville et les solutions qu'ils envisageaient.

Lors de la discussion, sont apparus d'autres problèmes fondamentaux qui existent dans différentes A.G.E comme le manque de coordination entre les élus d'une même A.G.E et le manque de contact entre les élus et les étudiants.

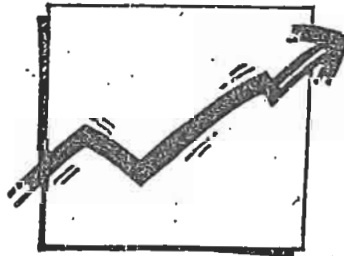
T.V.C. est basé sur la collaboration entre les professionnels de la communication, les universités, les enseignants; avec l'appui du CROUS

Les programmes se composeront de magazines (actualité et culture), reportages, courts-métrages et dessins animés, bandes-annonces informations universités et CROUS, vidéo-clips et spots publicitaires. Il sera fait appel à la collaboration des étudiants selon leurs spécialités et leurs désirs pour l'élaboration des programmes, qui seront diffusés dans les lieux de forte affluence (halls, Restau. U...).

Il faut des moyens pour réaliser ce projet ambitieux. Et où trouvera-t-on cet argent quand on sait que l'Etat ne peut ni financer notre université comme il le faudrait, ni financer notre Sécu? De plus, la désinformation serait-elle écartée ou ferait-elle partie de notre quotidien universitaire?

Peut-être que tout simplement le gouvernement veut en faire un instrument de sélection, car c'est bien connu, quans on regarde la T.V., le travail...

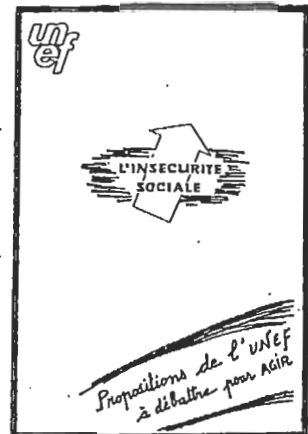
Extrait du journal de l'Association UNEF SSA/AGE NANTERRE "Le Pélican"



Des propositions ont été faites à ce sujet, par exemple une concertation systématique entre élus et étudiants avant chaque conseil, la création de cahiers d'exigences, la parution d'un bulletin interne local à la suite des conseils ainsi que l'affichage régulier des comptes rendus sur les panneaux syndicaux.

Enfin, il est nécessaire qu'il y ait un responsable aux élus qui mette en place une meilleure coordination entre tous les élus de l'université. Nous avons également insisté sur l'utilité des permanences aux moments privilégiés que sont la période des inscriptions et celle des examens, mais aussi toute l'année.

L'UNEF présente ses deux nouvelles brochures: des propositions pour débattre et agir...



...Sur la protection sociale étudiante...



...Sur les questions universitaires...

Disponibles au Centre National de Documentation de l'UNEF (72 rue de Clichy, 75009 Paris) contre l'envoi de 5 timbres poste à 2,20F ou dans les locaux du syndicat de ta fac.

UNEF INFORM'

Mensuel Intérieur de l'UNEF

c.p 1142 D 73

JUILLET 87 N° 55

Dr de la publication:
Xavier AKNINE

Redacteur en chef :
Frédéric GEISSMANN

Marie-claire (Limoges)